



Groupements Hospitaliers de Territoire Lorraine Nord
Direction des Travaux, du Patrimoine, du Biomédical,
de la Maintenance, de l'Environnement et de la Sécurité

CENTRE HOSPITALIER REGIONAL METZ-THIONVILLE

1 allée du Château

CS 45001

57085 METZ CEDEX 3

Téléphone : 03.87.66.71.58



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P)

Etabli en application du code de la commande publique, selon les dispositions du Cahier des clauses administratives générales des Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)

**OBJET : DIAGNOSTIC, CONTROLE, MAINTENANCE
PREVENTIVE ET CURATIVE, DEPANNAGE DES SYSTEMES DE
CONTROLE D'ACCES POUR LE GHT LORRAINE NORD**

La procédure de consultation utilisée est celle de l'Appel d'Offres
en application des articles R2124-1, R2124-2, R2161-1 et suivants du code de la commande publique.

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : LE 15/09/2025 A 12H00

ARTICLE 1- PARTIE CONTRACTANCE

Le CHR METZ-THIONVILLE personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général, Pouvoir Adjudicateur, seul habilité à signer les marchés.

La présente consultation a pour objet le **diagnostic, le contrôle, la maintenance préventive et curative, et le dépannage des systèmes de contrôle d'accès et des systèmes de détection d'intrusion pour les différents sites des établissements du GHT Lorraine Nord et GCS UCP.**

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Le CHR de Metz Thionville est unique Pouvoir Adjudicateur pour l'ensemble des établissements membres du Groupement hospitalier de territoire Lorraine Nord.

A ce titre le CHR METZ-THIONVILLE agit en son nom et pour le compte des établissements membres du Groupement Hospitalier de Territoire Lorraine Nord suivant :

- **CH de BRIEY** : 34, avenue Albert de BRIEY – 54150 VAL DE BRIEY

et étant que coordonnateur de groupement de commandes pour le compte du :

- **GCS NORD LORRAINE** : 27 avenue de Plantières, 57070 METZ

ARTICLE 2- MODE DE PASSATION DE LA CONSULTATION

La consultation est passée sous la forme d'Appel d'Offres ouvert, soumis aux dispositions de l'article R. 2124-2 du code de la commande publique.

Le marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum correspondant à trois fois le coût total retenu sur la durée globale du marché.

Les quantités prévisionnelles indiquées aux DQE et DPGF sont des quantités cibles annuelles de référence, correspondant à l'état estimatif des besoins. Elles ne constituent en aucun cas un engagement des établissements.

ARTICLE 3- ALLOTISSEMENT

Il n'existe pas d'allotissement pour ce marché public pour des raisons d'efficacité et de cohérence d'ensemble avec un progiciel unique de gestion de contrôle d'accès.

ARTICLE 4- DUREE ET PRISE D'EFFET DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée de 1 an, à compter du **01/01/2026** (ou à sa notification si elle intervient ultérieurement) et jusqu'au **31/12/2026**.

Il est reconductible 3 fois 1 an.

La reconduction est tacite, elle ne peut pas être refusée par le titulaire.

A l'inverse, en cas de non reconduction, le CHR de Metz-Thionville la prononcera de manière expresse avec un préavis d'un mois avant la date anniversaire du marché.

ARTICLE 5- DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des pièces contractuelles ainsi hiérarchisées :

- l'Acte d'Engagement et ses annexes financières
- le présent cahier des clauses administratives particulières, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières formant état des besoins et ses annexes, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services (C.C.A.G.-F.C.S.) ;
- l'offre technique et financière retenue.

ARTICLE 6- MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

6-1- CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation ; ainsi que d'éventuels frais administratifs (préparation de commande, facturation ou autres) **et ne doivent pas être liés à un minimum de commande.**

6-2- FORME DES PRIX.

Les prix sont ceux fixés aux BPU et DQE.

Ils sont exprimés soit par taux soit par prix unitaires.

Les prix seront libellés en Euros.

Pour les pièces détachées, les prix indiqués sont franco de port et d'emballage et de livraison.

6-3- REVISION DES PRIX

Les prix exprimés de manière unitaire sont fermes la première année d'exécution du marché, et révisables ensuite chaque année dans les conditions ci-dessous :

- Le titulaire pourra transmettre ses nouveaux tarifs à chaque date anniversaire du marché, et en informera le Pouvoir Adjudicateur avec un préavis de 1 mois avant la date anniversaire, par tout moyen permettant d'en donner date certaine.
- Le titulaire proposera un BPU révisé selon la formule de calcul ci-après :

$$P(n) = P(o) \times (ICHT.IME(n)/ICHT.IME(o))$$

Dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (**mois 0 Septembre 2025**)
- Indices (n) : derniers indices connus au jour du calcul de la révision
- Indices (0) : L'indice de référence (mois m0 = **Septembre 2025**).

Les index utilisés sont les suivants :

- ICHT.IME : Indice du coût horaire du travail Industries Mécaniques et Electriques,

L'indice ICHT.IME est consultable sur le site www.insee.fr

Si aucun réexamen n'est effectué dans le mois précédent la date anniversaire de l'accord-cadre, les prix précédents seront considérés comme les prix en vigueur pour la nouvelle période.

Le marché déroge à l'article 10.2.2 du C.C.A.G.-F.C.S. : il ne sera procédé à aucune révision de prix au cours d'une période annuelle.

ARTICLE 7- PENALITES DE RETARD – EXECUTION PAR DEFAULT

7-1- PENALITES POUR RETARD

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les dispositions particulières suivantes s'appliquent :

THEME	CRITERE	MONTANT PENALITE	MISE EN DEMEURE PREALABLE et MODALITES DE PAIEMENT DES INDEMNITES
Non présentation de documents et / ou non déclaration			
Relevé de toutes les installations	Non remise du rapport (selon délai retenu)	0.5% € HT par jour de retard	Mise en demeure Si non application, mise en place de pénalités qui seront prélevées sur la facture suivante selon le mode de calcul « Montant des pénalités » de ce tableau.
Plan numérique du relevé des installations	Non remise du plan (délai à préciser) ou remise sous mauvais format	0.5% € HT par jour de retard	Mise en demeure Si non application, mise en place de pénalités qui seront prélevées sur la facture suivante selon le mode de calcul « Montant des pénalités » de ce tableau.
Intégration du ou des plans numériques aux logiciels « SIPASS » et « DESIGO »	Non intégration (délai à préciser)	0.5% € HT par jour de retard	Mise en demeure Si non application, mise en place de pénalités qui seront prélevées sur la facture suivante selon le mode de calcul « Montant des pénalités » de ce tableau.
Compte-rendu de visite préventive des installations	Non remise du compte-rendu dans les 7 jours ouvrés suivant chaque visite de maintenance et ce dès la première visite	0.5% € HT par jour de retard	Mise en demeure Si non application, mise en place de pénalités qui seront prélevées sur la facture suivante selon le

			mode de calcul « Montant des pénalités » de ce tableau.
Ensemble des notices d'instructions sous forme dématérialisée et de classeur	Non remise en fin de contrat ou remise partielle	0.5% € HT par jour de retard	Mise en demeure Si non application, mise en place de pénalités qui seront prélevées sur la facture suivante selon le mode de calcul « Montant des pénalités » de ce tableau.
Compte-rendu de l'agent chargé de l'exécution des prestations du contrat d'entretien	Non remise dans les 24h qui suivent l'intervention	0.5% € HT par jour de retard	Mise en demeure Si non application, mise en place de pénalités qui seront prélevées sur la facture suivante selon le mode de calcul « Montant des pénalités » de ce tableau.
Rapport post intervention curative	Non remise au plus tard le premier jour ouvré suivant la visite	0.5% € HT par jour de retard	Mise en demeure Si non application, mise en place de pénalités qui seront prélevées sur la facture suivante selon le mode de calcul « Montant des pénalités » de ce tableau.
Rapport annuel sur la qualité du service d'exploitation des matériels	Non remise avant le 31 janvier de l'année n+1	0.5% € HT par jour de retard	Mise en demeure Si non application, mise en place de pénalités qui seront prélevées sur la facture suivante selon le mode de calcul « Montant des pénalités » de ce tableau.
Interventions			
Panne partielle ou générale : délai d'intervention	Selon le mémoire technique	15 € HT par H de retard (toute heure commencée est due)	Dès application du délai de retard, mise en place de pénalités qui seront prélevées sur la facture suivante selon le mode de calcul « Montant des pénalités » de ce tableau.
Panne : Remise en service	Obligation de résultat, par remise en fonctionnement. Autorisation du mode dégradé par une action palliative	50 € HT / Jour calendaire (tout jour commencé est dû)	Dès application du délai de retard, mise en place de pénalités qui seront prélevées sur la facture suivante selon le mode de calcul « Montant des pénalités » de ce tableau.
Non atteinte des résultats			
Taux de disponibilité	99,5%	100 € HT par appareil et par tranche de 0,1% en deçà de l'objectif.	Par simple constat de cas avéré et prélevées sur la facture suivante selon le mode de calcul « Montant des pénalités » de ce tableau.

Il est dérogé à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS : il n'est fixé aucun seuil d'exonération de pénalités.

7-2- EXECUTION PAR DEFAULT

En cas d'absence de retard dans les délais accordés, ou d'une prestation ayant fait l'objet d'un rejet ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur pourra se fournir là où il le jugera utile.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du fournisseur défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à la livraison effective des produits par le tiers fournisseur.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et automatiquement déduite de la prochaine facture mise en paiement à son profit par la voie d'avoir ou récupérée par titre de recettes, au libre choix du responsable de l'établissement concerné.

A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

7-3- SURSIS DE PAIEMENT

Le titulaire se verra opposé un sursis à la mise en paiement dans l'une des situations suivantes :

- **NON-RESPECT DU PRIX DU MARCHE**
- **ERREUR DE QUANTITE**
- **ERREUR DE TVA**
- **PORT FACTURE NON DU**
- **ADMISSION DU MATERIEL / DE LA PRESTATION NON PRONONCEE**
- **TAUX DE REMISE SUR ARTICLES FACTURES NON INDIQUE**
- **TARIFS APPLICABLES POUR L'ANNEE CONCERNEE NON ARRETES**
- **RELEVÉ D'IDENTITE BANCAIRE DIFFERENT DE CELUI PORTE AU MARCHE**
- **AUTRES CAS...**

La mise en paiement ne pourra être reprise qu'une fois les corrections effectuées.

ARTICLE 8 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DES FACTURES

8-1- PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures seront libellées à l'ordre du :

- **Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE**
Hôpital de Mercy - Direction des Achats de la Logistique et de l'Hôtellerie – 1, Allée du Château - 57085 METZ cedex 3.
- **CH de BRIEY** : 34, avenue Albert de BRIEY – 54150 VAL DE BRIEY
- **GCS NORD LORRAINE** : 27 avenue de Plantières 57070 METZ

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Attention à sélectionner le code SIRET correspondant à chaque établissement.

Etablissements	N° de SIRET	Code Service
CHR METZ-THIONVILLE	265.702.803.00510	MRTEC
CH de BRIEY	265.400.200.00019	
GCS NORD LORRAINE	130.023.401.00024	

Les factures contiennent les informations suivantes :

| □ les noms et adresse du créancier

- ▢ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- ▢ le numéro du marché
- ▢ la copie du bon de commande
- ▢ la date d'exécution des prestations
- ▢ le prix unitaire H.T
- ▢ le montant hors T.V.A.
- ▢ le taux et le montant de la T.V.A.
- ▢ le montant total T.T.C.
- ▢ la date d'envoi de la demande de paiement

Toute facture ne comportant pas l'ensemble des renseignements ci-dessus ne pourra être mise en paiement, et sera retournée au fournisseur pour correction.

Le paiement s'effectuera par les soins du trésorier.

Le règlement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

8-2- DELAI DE PAIEMENT ET MODE DE REGLEMENT

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de **50 jours**

ARTICLE 9- INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 10- AVANCE FOFAITAIRE ET GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

10-1- AVANCE FORFAITAIRE

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE et GCS NORD LORRAINE, le CH de BRIEY pourront, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à 50 000 € H.T, sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus.

L'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.

10-2- GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE et GCS NORD LORRAINE, au CH de BRIEY, la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande auprès d'un Etablissement de crédit mentionné à l'article L.612-1 du code monétaire et financier.

L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser le Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE et GCS NORD LORRAINE, le CH de BRIEY, dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

10-3- REMBOURSEMENT DE L'AVANCE FORFAITAIRE

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

Le Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE et GCS NORD LORRAINE, le CH de BRIEY procéderont au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

ARTICLE 11- RESILIATION

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 38 à 44 du C.C.A.G./ FCS

Par dérogation à l'article 42 alinéa 1 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité forfaitaire de résiliation ne sera due au titulaire du marché.

ARTICLE 12- RESPONSABILITES ET ASSURANCES

12-1-RESPONSABILITES

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant au CHR METZ-THIONVILLE, au CH de BRIEY, GCS LORRAINE NORD ou à des tiers.

12-2-ASSURANCES

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des travaux ou prestations, objet du marché.

Il doit produire, à toute demande de la personne responsable du marché ou de ses représentants, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

ARTICLE 13- SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est admise pour ce marché, dans les conditions décrites par la loi n°75.1334 du 31 décembre 1975.

Aucun sous-traitant ne sera admis s'il n'a pas été préalablement agréé par le maître d'ouvrage et si ses conditions de paiement n'ont pas été acceptées par le maître d'ouvrage. (sous-traitants présentés uniquement dans le rapport annuel)

L'intégralité des dispositions contenues dans le présent C.C.A.P. s'imposent aux éventuels sous-traitants.

ARTICLE 14- COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame l'Inspectrice Générale des Finances,
Rue des Frères Lacretelle
57070 Metz
tél. : 03 87 65 17 60
fax : 03 87 65 17 99.
T057061@cp.finances.gouv.fr

ARTICLE 15- JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

La juridiction compétente pour tout contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de STRASBOURG.

ARTICLE 16- DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

L'article 6.2 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 10.2.2 du CCAG FCS.

L'article 7.1 du cahier des clauses administratives particulières déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG FCS.

L'article 11 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 42.al 1 du CCAG FCS.

Fait à Metz, le 20 juin 2025

Katia REBELO-SEWASTIANOW

Directrice des Achats, de la Logistique
Et de l'Hôtellerie